



23.041

Voranschlag der Eidgenossenschaft 2024 mit integriertem Aufgaben- und Finanzplan 2025–2027

Budget de la Confédération 2024 assorti du plan intégré des tâches et des finances 2025–2027

Differenzen – Divergences

CHRONOLOGIE

STÄNDERAT/CONSEIL DES ETATS 05.12.23 (ERSTRAT - PREMIER CONSEIL)
STÄNDERAT/CONSEIL DES ETATS 05.12.23 (FORTSETZUNG - SUITE)
NATIONALRAT/CONSEIL NATIONAL 07.12.23 (ZWEITRAT - DEUXIÈME CONSEIL)
NATIONALRAT/CONSEIL NATIONAL 07.12.23 (FORTSETZUNG - SUITE)
NATIONALRAT/CONSEIL NATIONAL 07.12.23 (FORTSETZUNG - SUITE)
NATIONALRAT/CONSEIL NATIONAL 11.12.23 (FORTSETZUNG - SUITE)
NATIONALRAT/CONSEIL NATIONAL 11.12.23 (FORTSETZUNG - SUITE)
STÄNDERAT/CONSEIL DES ETATS 14.12.23 (DIFFERENZEN - DIVERGENCES)
NATIONALRAT/CONSEIL NATIONAL 18.12.23 (DIFFERENZEN - DIVERGENCES)
STÄNDERAT/CONSEIL DES ETATS 19.12.23 (DIFFERENZEN - DIVERGENCES)
NATIONALRAT/CONSEIL NATIONAL 20.12.23 (DIFFERENZEN - DIVERGENCES)
NATIONALRAT/CONSEIL NATIONAL 21.12.23 (DIFFERENZEN - DIVERGENCES)
STÄNDERAT/CONSEIL DES ETATS 21.12.23 (DIFFERENZEN - DIVERGENCES)

1. Voranschlag der Verwaltungseinheiten 1. Budget des unités administratives

*202 Eidgenössisches Departement für auswärtige Angelegenheiten
202 Département fédéral des affaires étrangères*

Antrag der Mehrheit

A231.0332 Humanitäre Aktionen
Fr. 418 652 900

Antrag der Minderheit

(Stark, Friedli Esther)
A231.0332 Humanitäre Aktionen
Zustimmung zum Beschluss des Nationalrates

Proposition de la majorité

A231.0332 Actions humanitaires
Fr. 418 652 900

Proposition de la minorité

(Stark, Friedli Esther)
A231.0332 Actions humanitaires
Adhérer à la décision du Conseil national

Gapany Johanna (RL, FR), pour la commission: Nous continuons le traitement du budget, qui vient pour la troisième fois dans notre conseil, ce qui signifie que l'on a encore des divergences avec le Conseil national et





que c'est la dernière fois que l'on traite ce point dans notre conseil avant la conférence de conciliation. On a deux grandes divergences et une troisième liée au respect du frein à l'endettement, qui concerne la réduction de l'apport au fonds d'infrastructure ferroviaire.

La Commission des finances de votre conseil a siégé hier soir, après le traitement par le Conseil national. Comme cela a été annoncé jeudi dernier lors de notre deuxième débat à propos du budget, on a également reçu le conseiller fédéral Ignazio Cassis pour parler de l'une des divergences, qui est survenue en cours de traitement, soit le fait de renoncer à la contribution de 20 millions de francs pour l'Office de secours et de travaux des Nations unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA). Sur votre dépliant, vous voyez la coupe à la position "Actions humanitaires". Il est ensuite précisé en page C2 que cette coupe concerne l'UNRWA. Le contexte est particulier: lors du dernier traitement, nous avons parlé de créer une divergence avec le Conseil national pour nous donner l'occasion d'en discuter en profondeur avec le conseiller fédéral en charge du département.

C'est dans ce sens que cette proposition a été faite. Au Conseil national, ce fut dans le cadre d'une proposition individuelle. Elle n'avait donc pas été discutée au sein de notre commission. Je comprends, à la lecture des débats, le refus du Conseil national non pas comme un refus d'apporter de l'aide humanitaire dans cette région – on est tous conscients de cette réalité –, mais comme une remise en question de l'action menée par l'UNRWA. Inutile de vous dire que ces critiques et ce débat ne devraient pas avoir lieu dans la Commission des finances et ne devraient pas se faire dans le cadre du traitement du budget, mais cette proposition individuelle nous oblige aujourd'hui à le faire.

La Commission des finances de votre conseil a voulu construire un pont avec le Conseil national, d'une part, sans priver d'aide humanitaire une région qui en a de toute évidence besoin, d'autre part. On a entendu le conseiller fédéral Ignazio Cassis. On a cherché toutes les pistes possibles. On s'est notamment demandé s'il était possible de maintenir cette aide de 20 millions de francs et de l'attribuer à une autre agence qui aurait la même fonction, avec des services qui comprennent, entre autres, l'éducation, l'infrastructure et la gestion des camps, tout comme un soutien en période de conflit armé. On s'est également demandé s'il était possible de conditionner cette aide au fait que l'UNRWA effectue un audit et démente les critiques. Les réponses reçues nous confirment que changer d'organisation à si court terme et dans le contexte actuel est difficile, d'autant plus que la Suisse serait actuellement la seule à couper sa contribution.

Il a aussi été rappelé qu'on vient de valider un montant de 90 millions de francs, dans le supplément II au budget 2023, au début de cette session, pour l'aide humanitaire. Donc, on donnerait 90 millions d'une main et on en couperait 20 de l'autre. Cela rendrait notre rôle abstrait, alors que la volonté d'aider est très claire et a déjà été confirmée à plusieurs reprises par ce Parlement. En tous les cas, on apportera sans aucun doute notre aide dans cette région, que ce soit dans le cadre du budget ou alors, si ce n'est pas le cas, dans le cadre d'un prochain supplément.

Au terme de la discussion, la commission vous propose un compromis. Ce compromis est absolument nécessaire pour faire un pont avec le Conseil national, parce que dans le cas où on ne se mettrait pas d'accord, il faut savoir que c'est le montant le plus bas qui serait retenu, donc une réduction de 20 millions, et que toutes les conditions de l'arrêté fédéral Ib tomberaient, non seulement celles qui aussi concernent l'aide humanitaire et l'UNRWA, mais aussi toutes les autres conditions dont on a discuté. Je vous donne deux exemples. On a précisé, par exemple, que les 6 millions de francs supplémentaires dans le domaine agricole devaient aller à la promotion des vins. Ces 6 millions supplémentaires resteraient, mais ils n'iraient pas forcément à la promotion des vins. On a aussi décidé d'une coupe de 1,8 million de francs à l'OFEV, en précisant qu'elle devait être faite dans les dépenses de personnel. La coupe et son montant resteraient, mais la condition tomberait. Donc, il y aurait une coupe de 1,8 million, mais pas forcément dans le domaine du personnel.

AB 2023 S 1209 / BO 2023 E 1209

En gros, tous les montants resteraient, mais les conditions tomberaient. C'est important, car c'est avec cet élément en toile de fond qu'on a cherché des solutions. La discussion a rapidement pris la forme d'une quête de compromis avec le Conseil national. On a donc voté d'abord sur le maintien des 20 millions de francs face à une proposition de réduire de 10 millions. La proposition de réduire de 10 millions l'a emporté, par 7 voix contre 6, ce qui nous a menés à un terrain d'entente en opposant une coupe de 10 millions à une coupe de 20 millions. On a ensuite décidé de proposer une coupe de 10 millions, par 11 voix contre 2. Ce compromis nous permet de ne réduire que de 10 millions cette position, plutôt que de biffer 20 millions, sachant que le vote était relativement clair au Conseil national.

A cela s'ajoute la proposition d'adapter la condition pour replacer ce débat dans la commission où il doit avoir lieu, en demandant que le Conseil fédéral fasse régulièrement rapport aux Commissions de politique



extérieure de l'Assemblée fédérale sur les contributions de la Confédération à l'UNRWA et sur leur utilisation. La commission vous propose cette condition, par 11 voix contre 2. J'ai terminé sur ce point pour l'instant.

Je passe à la deuxième divergence, qui porte sur la nouvelle politique régionale, et serai plus brève. Il reste cette divergence au niveau de la nouvelle politique régionale. Je ne rappelle pas tous les arguments, puisqu'on en a déjà débattu dans ce même conseil. Encore une fois, pour se rapprocher du Conseil national, la commission vous propose de couper de moitié, soit de 12,477 millions de francs, par 10 voix contre 3. Trois membres proposent de couper tout de même les 24,954 millions et de suivre le Conseil national. La majorité vous propose donc une solution de compromis, soit de maintenir 12,477 millions pour la nouvelle politique régionale. Avec ces deux adaptations, le fonds d'infrastructure ferroviaire devrait être réduit de 38 millions par rapport à la version du Conseil fédéral. La coupe décidée par notre conseil lors du dernier traitement serait réduite de 23 millions.

Il y a une dernière divergence qui, cette fois-ci, ne concerne pas le budget, mais le plan financier. Elle concerne l'armée et les dépenses militaires. Initialement, le Conseil fédéral a proposé d'atteindre l'objectif de 1 pour cent du PIB d'ici 2035 dans le but de respecter le frein à l'endettement et d'atteindre un équilibre financier ces prochaines années. Notre conseil avait décidé de maintenir l'atteinte de cet objectif à l'horizon 2030. Votre commission vous propose maintenant de rejoindre le Conseil national, par 8 voix contre 4 et 1 abstention, c'est-à-dire de fixer l'atteinte de cet objectif d'ici 2035, comme l'a proposé le Conseil fédéral.

Stark Jakob (V, TG): Ich habe mir für diese Position nochmals die Debatte im Nationalrat angehört. Wenn man diese Debatte, die mit einem Entscheid von 108 zu 85 Stimmen für Festhalten an dieser Kürzung von 20 Millionen Franken endete, verfolgt, dann sieht man, dass diese Kürzung ganz klar nicht gegen dringende humanitäre Hilfe für die Bevölkerung im Gazastreifen gerichtet ist. Es wurde auch ganz klar der Hinweis gemacht, dass das Parlament einen Nachtragskredit von 90 Millionen Franken für ein Hilfspaket für den Nahen Osten ohne Weiteres bewilligt hat und dass das Parlament das sicher auch in Zukunft tun wird.

Diese Kürzung ist gegen den jährlichen Grundbeitrag von 20 Millionen Franken an die UNRWA, an das Hilfswerk der Vereinten Nationen für Palästina-Flüchtlinge im Nahen Osten, gerichtet. Hier will man ansetzen. Weshalb? Ich fasse es einfach so zusammen: Es gibt eine unwidersprochene ideologische Nähe der UNRWA zur Terrororganisation Hamas. Man muss vermuten, dass es möglicherweise eine Zusammenarbeit mit dieser Organisation gibt, mindestens aber eine stillschweigende Duldung der Hamas-Aktivitäten durch die UNRWA. Im Moment und in dieser Situation ist es angebracht, dass die Schweiz angesichts ihrer nicht einfachen neutralen Position hier sagt: Wir setzen die Unterstützung mindestens vorläufig aus und geben die 20 Millionen Franken nicht mehr an die UNRWA.

Die Kommission schlägt jetzt einen Kompromiss vor. Ich sage Ihnen, es ist ein fauler Kompromiss. Es geht ja nicht darum, dass wir für die humanitären Aktionen jetzt irgendwie einfach Geld – also diese 10 Millionen Franken – einsparen; wenn man die Zweckbindung jetzt anders formuliert, so, wie es die Kommission will, dann wird der Beitrag an die UNRWA ganz normal mit 20 Millionen Franken überwiesen, worauf die 10 Millionen Franken irgendwo anders gekürzt werden. Das ist überhaupt nicht im Sinne des Nationalrates. Wenn Sie dem Sinn des Nationalrates entsprechen wollen, dann führt der Kompromiss in die falsche Richtung.

Deshalb bitte ich Sie, den Beschluss des Nationalrates und die Minderheit zu unterstützen.

Chassot Isabelle (M-E, FR): Je voudrais non pas prolonger le débat, mais donner un élément complémentaire pour la discussion. Certes, comme notre collègue Jakob Stark, j'ai écouté les débats du Conseil national. J'ai entendu ce qu'il a indiqué venant de la part de la majorité du Conseil national. Cependant, il m'importe d'ajouter que la Commission des finances du Conseil national, qui a entendu le conseiller fédéral Cassis – chef du Département fédéral des affaires étrangères –, avait proposé le maintien du montant estimant justifiés les arguments selon lesquels il était important pour notre pays de continuer à soutenir l'UNRWA; je voulais l'indiquer afin que l'on n'imagine pas que l'opinion relevée par M. Stark fut la seule exprimée au Conseil national. Je considère que, ce matin, la majorité de notre Commission des finances, qui a également entendu le conseiller fédéral Cassis – et j'aimerais remercier la commission d'avoir fait cet effort à la suite de notre proposition de la semaine dernière – fait la même proposition que la commission soeur du Conseil national. Je vous demande dès lors, comme le Conseil fédéral, de suivre la majorité de la commission.

Keller-Sutter Karin, Bundesrätin: In der Tat haben Sie sich gestern Abend mehrheitlich für einen Kompromissvorschlag in dieser Frage entschieden. Es wurde auch Bundesrat Cassis angehört. Gestützt auf diese Anhörung, wurde gestern Abend diese Mehrheitslösung entwickelt. Der Bundesrat kann mit ihr leben. Das EDA hat ausgeführt – ich habe es im Nationalrat auch gesagt –, dass es für die Schweiz einen Reputationsschaden bedeuten würde, wenn zugesagte Gelder nicht fliessen würden. Das sind Kredite, die versprochen



worden sind.

In der Kommission wurde auch darüber diskutiert, was eigentlich in die Zuständigkeit des Parlamentes fällt und was in die Zuständigkeit des Bundesrates fällt. Der Kompromiss ist auch deshalb zustande gekommen, weil der Bundesrat für die Aussenpolitik zuständig ist. Man wollte aber trotzdem eine gewisse Bedingung an diese Kreditvergabe knüpfen, und das ist der Dialog, das Gespräch mit der Aussenpolitischen Kommission, in dem das EDA darlegen muss, wie die Kredite verwendet werden.

Ich möchte Ihnen beliebt machen, dass Sie der Mehrheit folgen. Es trifft zu, was Herr Ständerat Stark gesagt hat: Im Nationalrat ging es nicht nur um die finanzpolitische Frage, sondern es ging klar darum, dass man der UNRWA diesen Beitrag nicht zusprechen wollte. Aber eben: Ich habe vorhin darauf hingewiesen, dass das aus Sicht des EDA aussenpolitisch heikel ist.

Deshalb bitte ich Sie, der Mehrheit zu folgen.

Abstimmung – Vote

(namentlich – nominatif; 23.041/6265)

Für den Antrag der Mehrheit ... 29 Stimmen

Für den Antrag der Minderheit ... 16 Stimmen

(0 Enthaltungen)

Präsidentin (Herzog Eva, Präsidentin): Die Abstimmung gilt nicht für Anhang 2 des Bundesbeschlusses Ib. Wir werden darüber separat abstimmen.

AB 2023 S 1210 / BO 2023 E 1210

3. Bundesbeschluss Ib über die Planungsgrössen im Voranschlag für das Jahr 2024

3. Arrêté fédéral Ib concernant le cadre financier inscrit au budget 2024

Anhang 2 – Annexe 2

Departement für auswärtige Angelegenheiten

Département des affaires étrangères

202 Eidgenössisches Departement für auswärtige Angelegenheiten

202 Département fédéral des affaires étrangères

Antrag der Mehrheit

A231.0332 Humanitäre Aktionen

Der Bundesrat erstattet den Aussenpolitischen Kommissionen der Bundesversammlung über die Beiträge des Bundes an das Hilfswerk der Vereinten Nationen für Palästina-Flüchtlinge im Nahen Osten (UNRWA) und deren Verwendung regelmässig Bericht.

Antrag der Minderheit

(Stark, Friedli Esther)

A231.0332 Humanitäre Aktionen

Die Kürzung dieses Kredits ist bei den Beiträgen an das Hilfswerk der Vereinten Nationen für Palästina-Flüchtlinge im Nahen Osten (UNRWA) zu vollziehen.

Proposition de la majorité

A231.0332 Actions humanitaires

Le Conseil fédéral fait régulièrement rapport aux Commissions de politique extérieure de l'Assemblée fédérale sur les contributions de la Confédération à l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA) et sur leur utilisation.



Proposition de la minorité

(Stark, Friedli Esther)

A231.0332 Actions humanitaires

La réduction de ce crédit doit être opérée dans le domaine des contributions à l'Office de secours et de travaux des Nations unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA).

Stark Jakob (V, TG): Ich habe das vorhin ausgeführt: An dieser Bedingung halte ich natürlich auch dann fest, wenn der Antrag der Mehrheit durchgekommen ist. Damit wird wenigstens die Hälfte des UNRWA-Betrages gekürzt.

Abstimmung – Vote

(namentlich – nominatif; 23.041/6266)

Für den Antrag der Mehrheit ... 27 Stimmen

Für den Antrag der Minderheit ... 18 Stimmen

(0 Enthaltungen)

1. Voranschlag der Verwaltungseinheiten

1. Budget des unités administratives

Departement für Wirtschaft, Bildung und Forschung

Département de l'économie, de la formation et de la recherche

704 Staatssekretariat für Wirtschaft

704 Secrétariat d'Etat à l'économie

Antrag der Kommission

A231.0208 Neue Regionalpolitik

Fr. 12 477 000

Proposition de la commission

A231.0208 Nouvelle politique régionale

Fr. 12 477 000

Angenommen – Adopté

Departement für Umwelt, Verkehr, Energie und Kommunikation

Département de l'environnement, des transports, de l'énergie et de la communication

802 Bundesamt für Verkehr

802 Office fédéral des transports

Antrag der Kommission

A236.0110 Einlage Bahninfrastrukturfonds

Fr. 5 907 620 200

Proposition de la commission

A236.0110 Apport au fonds d'infrastructure ferroviaire

Fr. 5 907 620 200

Angenommen – Adopté



2. Bundesbeschluss la über den Voranschlag für das Jahr 2024 2. Arrêté fédéral la concernant le budget pour l'année 2024

Art. 1 Abs. 2

Antrag der Kommission

Bst. a

a. ... 83 845 192 500 Franken

Bst. c

c. ... -305 070 100 Franken

Art. 1 al. 2

Proposition de la commission

Let. a

a. ... 83 845 192 500 francs

Let. c

c. ... -305 070 100 francs

Präsidentin (Herzog Eva, Präsidentin): Frau Berichterstatterin, liegen die neuen Zahlen vor?

Gapany Johanna (RL, FR), pour la commission: Ce sont les mêmes que ceux figurant sur le dépliant; il n'y a aucun changement.

Angenommen – Adopté

Art. 3 Abs. 3

Antrag der Kommission

... auf 85 707 042 900 Franken. Sie unterschreiten die höchstzulässigen Ausgaben gemäss Absatz 2 um 320 298 Franken.

Art. 3 al. 3

Proposition de la commission

... à 85 707 042 900 francs. Elles sont inférieures de 320 298 francs au plafond des dépenses autorisées fixé à l'alinéa 2.

Angenommen – Adopté

4. Bundesbeschluss II über den Finanzplan für die Jahre 2025–2027

4. Arrêté fédéral II concernant le plan financier pour les années 2025–2027

Art. 2 Bst. i

Antrag der Mehrheit

Zustimmung zum Beschluss des Nationalrates

Antrag der Minderheit

(Stark, Broulis, Mühlemann)

Festhalten

Art. 2 let. i

Proposition de la majorité

Adhérer à la décision du Conseil national

AB 2023 S 1211 / BO 2023 E 1211

Proposition de la minorité

(Stark, Broulis, Mühlemann)

Maintenir





Stark Jakob (V, TG): Die Armeeausgaben im Finanzplan 2025–2027 sind die letzte Position, die wir zu bereinigen haben. Der Nationalrat hat sehr knapp, mit 102 zu 92 Stimmen, an seinem Beschluss und damit am Entwurf des Bundesrates festgehalten. Die Minderheit, die ich vertreten darf, beantragt Ihnen, dass wir am Beschluss des Ständerates festhalten, dass also im Finanzplan im Jahr 2025 gegenüber dem Antrag des Bundesrates 243 Millionen Franken dazukommen, im Jahr 2026 dann 539 Millionen Franken und im Jahr 2027 schliesslich 736 Millionen Franken.

Es geht ja darum, bis wann die Armeeausgaben 1 Prozent des Bruttoinlandprodukts erreichen. In der Motion, die der Ständerat letztes Jahr gutgeheissen hat, wurde diese Erhöhung bis 2030 gefordert. Der Bundesrat hat eine finanzpolitische Beurteilung gemacht und ist zum Schluss gekommen, dass das erst 2035 möglich ist. Wenn Sie mit der Minderheit stimmen, dann geben Sie dem Bundesrat ein klares Signal, dass zwischen 2030 und 2035 fünf Jahre liegen. Es gibt nicht allein die Jahre 2030 oder 2035. Man könnte den Pfad für die Erhöhung zum Beispiel auch auf das Jahr 2033 ausrichten. Aber wenn Sie jetzt hier mit der Mehrheit stimmen, dann ist es in Stein gemeisselt: Es wird bis 2035 dauern, bis die Schweizer Armee mit nur 1 Prozent des Bruttoinlandprodukts alimentiert wird. Das ist im Vergleich zu den Nato-Staaten und auch vielen anderen Staaten sehr wenig für ein Land wie die Schweiz, das sich in dieser schwierigen Welt neutral und mit einer eigenen, schlagkräftigen Armee behaupten will.

Deshalb bitte ich Sie, hier dem Antrag der Minderheit zuzustimmen, auch mit dem Hinweis auf die Finanzplanfehlbeträge. Diese liegen im Jahr 2025 bei 2,4 Milliarden Franken, 2026 bei 2,1 Milliarden Franken und 2027 bei 3 Milliarden Franken. Wir haben also erkleckliche Fehlbeträge, das ist so. Das heisst, es wird bei den Voranschlägen in den kommenden Jahren ein Ringen darum geben, wo gekürzt werden muss. Wenn Sie diese Fehlbeträge jetzt mit den erhöhten Beiträgen für die Armee etwas vergrössern, dann heisst das einfach, dass die Armee bei diesem Verteilungskampf noch etwas mehr Gewicht hat.

Es ist klar, auch die Minderheit sieht das ein: Die Erhöhung muss vielleicht nicht bis 2030 erfolgen. Sie kann auch etwas später, vielleicht bis 2032 oder 2033 erfolgen, damit man dann bei 1 Prozent des Bruttoinlandprodukts steht.

Vielen Dank für Ihre Aufmerksamkeit und die Unterstützung der Minderheit.

Gapany Johanna (RL, FR), pour la commission: J'aimerais quand même préciser, après les débats qui ont eu lieu au Conseil national, qu'on a entendu de graves critiques, de graves accusations vis-à-vis de l'UNRWA, mais que, dans le cadre de la Commission des finances, il n'y a pas eu l'occasion de confirmer que ce qui avait été dit est juste. C'est la raison pour laquelle la Commission des finances ici encore crée un pont, en vous proposant effectivement de tenir compte de ce qui a été dit, de traiter sérieusement les critiques qui ont été émises, critiques qui sont fondées ou pas. Aujourd'hui, la Commission des finances n'a pas de preuves nous confirmant ces critiques. C'est dans le cadre de la Commission de politique extérieure que ces rapports devraient être traités. Si ces critiques devaient être fondées, il devrait y avoir effectivement des conséquences. Mais, aujourd'hui, il n'est pas possible de décider d'effectuer une coupe alors que nous n'avons pas la possibilité de vous confirmer que ce qui a été émis est juste. Donc nous défendons véritablement la proposition de la majorité de la commission, c'est-à-dire un compromis avec le Conseil national et le fait de demander un rapport.

Präsidentin (Herzog Eva, Präsidentin): Genau!

Gapany Johanna (RL, FR), pour la commission: Excusez-moi, Madame la présidente, j'ai cru qu'on rediscutait de la situation de l'UNRWA avant de discuter de l'armée.

Salzmann Werner (V, BE): Ich möchte noch auf einen Punkt hinweisen: Sie haben gestern über die Situation beim Schützenpanzer M-113 gelesen. Sie können mir glauben, dass das nicht für die Budgetdebatte geplant war. Es wäre gar nicht möglich, einen Vorfall so zu planen. Die Hauptsysteme wurden in Zeiten des Kalten Krieges angeschafft. Sie sind in die Jahre gekommen. Mit jedem weiteren Jahr, in dem sie in Betrieb sind, erhöhen sich die Betriebskosten. Das ist das Problem. Wir wissen nie, welche Systeme aufgrund ihres Alters ausfallen werden. Dieses Risiko gehen Sie ein, wenn Sie jetzt nicht dem Antrag der Minderheit zustimmen. Ich danke für die Unterstützung.

Dittli Josef (RL, UR): Kollege Salzmann hat soeben ein Ereignis erwähnt, nämlich jenes mit den 248 Schützenpanzern. Ich möchte noch ein zweites Ereignis anführen, das mich seit der letzten Behandlung in diesem Rat beschäftigt hat. Es geht um eine Aussage des deutschen Verteidigungsministers Boris Pistorius. In einem Interview hat er – natürlich bezogen auf die deutsche Bundeswehr und auf Deutschland – dramatisch davor



gewarnt, dass aus Russland Kriegsgefahr für den Westen drohe. Wörtlich hat er gesagt: "Wir haben nur noch wenige Jahre Zeit, uns vorzubereiten!" Weiter sagte er: "Wir haben jetzt ungefähr fünf bis acht Jahre, in denen wir aufholen müssen – sowohl bei den Streitkräften als auch in der Industrie und in der Gesellschaft."

Das sagte der deutsche Verteidigungsminister Boris Pistorius. Natürlich sagte er das für Deutschland, und natürlich stünden im Fall eines möglichen, theoretischen Angriffs aus dem Osten Deutschland und die Nato dazwischen. Aber es ist das Signal, das wir aufnehmen müssen: Wir haben fünf bis acht Jahre Zeit, um dieser Gefahr massiv entgegenzuwirken. Auch wir müssen da mitmachen. Auch wir müssen die Armee bezüglich der Verteidigungsfähigkeit so parat machen, dass wir das Land mittelfristig auch verteidigen, wieder verteidigen können.

Vor diesem Hintergrund scheint es mir essenziell, dass wir am Fahrplan festhalten und den Aufbau der Armee auf 2030 ausrichten. Wir befassen uns hier mit den Finanzplanjahren. Der Bundesrat muss sich also anstrengen, mit diesen Budgetvorgaben etwas auszurichten, und er muss damit auch ein Zeichen setzen: zugunsten der Verteidigung unseres Landes, zugunsten der Sicherheit unseres Landes und damit auch zugunsten einer gesicherten Zukunft für unseren ganzen Wohlstand.

Gmür-Schönenberger Andrea (M-E, LU): Ich kann mich meinen beiden Vorrednern uneingeschränkt anschliessen. Sicherheit bedeutet Freiheit. Wie wollen wir unsere Freiheit gewährleisten, wenn wir nicht einmal bereit sind, minimale Mittel dafür zu sprechen? In den letzten dreissig Jahren ist diesbezüglich nichts gegangen. In der Zwischenzeit sind wir so weit, dass es nicht einmal nur um neue Beschaffungen geht, sondern dass wir uns zuerst einmal die Reparaturen leisten müssen.

Ich bitte Sie, die Minderheit zu unterstützen.

Burkart Thierry (RL, AG): Die Argumente sind in dieser Debatte wahrscheinlich grundsätzlich ausgetauscht. Wir haben über den Finanzbedarf der Armee gesprochen. Wir haben über die Zielsetzung der Nato-Staaten gesprochen. Wir haben darüber gesprochen, dass selbst Nicht-Nato-Staaten viel schneller und viel mehr finanzielle Mittel bereitstellen in Europa, als dies die Schweiz tut. Wir haben darüber gesprochen, dass ein Parlamentsbeschluss vorliegt. Wir haben auch die Diskussion über das Aggressionspotenzial Russlands und die damit verbundene Verteidigungsfähigkeit geführt, die uns gemäss Bundesverfassung auch geboten ist. Selbstverständlich haben wir auch über die Schuldenbremse gesprochen. Sowohl die Schuldenbremse als auch der Auftrag für die Verteidigungsfähigkeit gemäss Bundesverfassung dürften hier in diesem Saal wahrscheinlich für die Mehrheit unbestritten sein.

Ich möchte aber nur noch einen Gedanken einbringen. Die Frage, die sich uns heute stellt, ist meines Erachtens, ob wir Buchhaltung oder Finanzpolitik machen. Buchhaltung heisst,

AB 2023 S 1212 / BO 2023 E 1212

selbstverständlich die Schuldenbremse einzuhalten und zu akzeptieren, dass zwei Drittel gebundene Ausgaben sind, und zu akzeptieren, dass wir nur bei einem Drittel der Ausgaben einen Spielraum haben. Es heisst auch, dass man einfach hinnimmt, dass rund – nicht ganz, aber fast – 50 Milliarden Schweizerfranken des nicht ganz 90 Milliarden Franken umfassenden Budgets für Transferzahlungen verwendet werden müssen. Ja, das ist gesetzlich vorgegeben, aber es heisst nicht, dass wir Gesetze nicht anpassen können. Ich meine, Finanzpolitik heisst, zur Kenntnis zu nehmen, was um uns herum passiert, und hier – nicht heute, nicht im Budget, aber für die Zukunft – im Sinne des Finanzplans und im Sinne des Auftrags an Bundesrat und Parlament die entsprechenden Prioritäten zu setzen.

Wir können nicht so tun, als würde nichts um uns herum passieren. Entsprechend, meine ich, tut das Parlament gut daran, hier auch die Gewichtung vorzunehmen, die leider, in Gottes Namen, aufgrund von Versäumnissen in den letzten dreissig Jahren und aufgrund dessen, dass sich die Sicherheitssituation in Europa in den letzten Jahren dramatisch verändert hat, notwendig ist.

Ich bitte um Zustimmung zur Minderheit Stark.

Hegglin Peter (M-E, ZG): Nachdem jetzt alle für den höheren Betrag gesprochen haben, erlaube ich mir, eine Lanze für die Haltung des Bundesrates, des Nationalrates und auch der Mehrheit Ihrer Kommission zu brechen. Der Mehrheit der Kommission, dem Bundesrat und dem Nationalrat ist die Sicherheit auch sehr wichtig, die äussere, aber auch die innere Sicherheit. Die Mehrheit Ihrer Kommission ist auch bereit, entsprechende finanzielle Mittel zur Verfügung zu stellen.

Man kann nun unterschiedlich an das Thema herangehen. Kollege Stark hat gesagt, man solle den höheren Betrag einsetzen und das eine Prozent früher erreichen. Er sei aber auch einverstanden, wenn es dann halt ein, zwei Jahre später sei. Man kann ja auch umgekehrt argumentieren – aus der Sicht des Bundesrates – und



sagen, die Aufstockung sei zu strecken, das eine Prozent sei also erst im Jahr 2035 zu erreichen.

Ich denke, auch aus der Sichtweise, die für den tieferen Betrag spricht, wäre es möglich, das eine Prozent früher zu erreichen – falls es dann notwendig ist und falls es dann auch möglich ist, falls diese Waffensysteme, die zu erneuern sind, also auch beschaffbar sind. Es muss ja zuerst evaluiert werden, es müssen Offerten eingeholt werden, Firmen müssen auch bereit sein, uns zu beliefern. Es macht keinen Sinn, in unserer Finanzplanung Geld zu reservieren, wenn entsprechende Firmen oder Produzenten die Geräte gar nicht liefern können. Diese müssen ja auch verfügbar sein.

Wenn wir von Sicherheit sprechen, ist es immer die äussere Sicherheit, die Gefahr von Angriffen auf die Schweiz. Wovon ich aber nie höre, was ich für die Zukunft aber auch als grosses Problem erachte, das ist die innere Sicherheit. Ich glaube, durch die sehr grossen Migrationsströme, die wir haben – das sieht man auch in anderen Ländern –, gibt es auch Probleme mit der inneren Sicherheit. Das müsste, meine ich, wenn schon, auch in die Überlegungen aufgenommen werden.

Ich bin auch ein Unterstützer der Armee. Aber ich meine, der Wachstumspfad, den der Bundesrat aufzeigt, ist bei den Ausgaben des Bundes über den ganzen Planhorizont schon überdurchschnittlich. Ich glaube, er ist schon recht ambitiös. Jetzt noch mehr aufzustocken, macht heute meines Erachtens keinen Sinn.

Von daher empfehle ich Ihnen, der Mehrheit, dem Bundesrat und damit dem Nationalrat zu folgen.

Keller-Sutter Karin, Bundesrätin: Ich möchte Sie ebenfalls bitten, dem Bundesrat, dem Nationalrat und der Mehrheit Ihrer Kommission zu folgen.

Was der Bundesrat vorsieht, ist ein Wachstum der Armeeaussgaben. Wir sprechen hier nicht über Kürzungen. Wir sprechen über die Dynamik und die Geschwindigkeit des Wachstums; das ist jetzt eigentlich sozusagen der Casus Belli. Herr Ständerat Stark hat gesagt, ja, er sehe es ein und die Minderheit sehe ein, dass es in den nächsten Jahren Finanzierungsdefizite gebe, und es gebe sicherlich in den kommenden Jahren ein hartes Ringen um das Budget. Also, dieses Budget, das war sozusagen so etwas wie eine Kostprobe, das Horsd'oeuvre, für die kommenden Jahre. Wir hatten auch ein hartes Ringen, wir sind noch nicht ganz am Ziel, und wenn ich das jetzt richtig im Kopf habe – die Frau Präsidentin der Finanzkommission korrigiert mich –, haben wir mit den Vorschlägen, die hier jetzt auf dem Tisch liegen, einen Finanzierungsüberschuss von 320 000 Franken. Das heisst, die Schuldenbremse wird im Voranschlag 2024 eingehalten mit 320 000 Franken Überschuss. Das ist nichts, auf 83 Milliarden betrachtet. Und Sie sehen, wie schwierig es war, bei verschiedenen Positionen, auch dort, wo der Bundesrat es als sinnvoll anschaute, nicht aufzustocken. Das zu verhindern war eigentlich nicht möglich.

Zu den Finanzplanzahlen: Herr Ständerat Stark, Sie haben gesagt, wenn man das so beschliesse und Nein zum Minderheitsantrag sage, dann sei das in Stein gemeisselt. Nein, das ist nicht so. Die Budgethoheit ist beim Parlament. Sie können jedes Jahr entscheiden, wie viel Sie wofür einsetzen wollen. Wir haben das dieses Jahr auch gesehen: Sie haben die Direktzahlungen aufgestockt, den öffentlichen Verkehr aufgestockt; das ist in Ihrer Hand. Aber was in dieser Ausgangslage wirklich ein Problem ist, ist die Tatsache, dass wir nächstes Jahr sicher wiederum 2 Milliarden bereinigen müssen und dass Sie mit diesem Entscheid die Finanzplanung und auch die Budgetplanung mit zusätzlichen 243 Millionen belasten würden.

Ende Januar 2024 – ich habe schon einmal darauf hingewiesen – muss der Bundesrat die Eckwerte für das Budget bereinigen. Dann gibt es plötzlich 243 Millionen Franken mehr, die wir irgendwo einsparen oder kompensieren müssen. Das ist die Schwierigkeit! Ich habe es vorhin gesagt: Wir haben jetzt einen Überschuss von 320 000 Franken, und es wird hier nicht wirklich einfacher.

Nun, wenn Sie das Wachstum anschauen – ich habe es vorhin gesagt –, dann sehen Sie, dass das, was der Bundesrat vorschlägt, auch ein Wachstum darstellt. Man hat jetzt den Eindruck, es würde gekürzt. Aber wenn man die Zahlen anschaut, sieht man, dass die Armeeaussgaben 2025 auf 5,898 Milliarden Franken, 2026 auf 6,138 Milliarden und 2027 auf 6,524 Milliarden steigen werden. Das ist nicht nichts. Es ist ein ambitioniertes Ziel, die Ausgabensteigerung bis 2035 einhalten zu können.

Ich möchte Sie bitten, hier auch etwas an die anderen Staatsaufgaben zu denken, auch etwas vernünftig zu sein und das zu machen, was zwar politisch ambitioniert, aber trotzdem noch vernünftig ist. Und ich bitte Sie, hier auch einen Schritt auf den Nationalrat zuzugehen. Wir sind ja in der dritten Runde der Differenzbereinigung.



AMTLICHES BULLETIN – BULLETIN OFFICIEL

Ständerat • Wintersession 2023 • Neunte Sitzung • 19.12.23 • 08h15 • 23.041
Conseil des Etats • Session d'hiver 2023 • Neuvième séance • 19.12.23 • 08h15 • 23.041



Abstimmung – Vote

(namentlich – nominatif; 23.041/6267)

Für den Antrag der Minderheit ... 27 Stimmen

Für den Antrag der Mehrheit ... 18 Stimmen

(0 Enthaltungen)

Präsidentin (Herzog Eva, Präsidentin): Das Geschäft geht zurück an den Nationalrat.

AB 2023 S 1213 / BO 2023 E 1213

